



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n°2018-72**

**Séance du 24 octobre 2018 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-quatre octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Hervet, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber,  
Mmes Albiges, Bérard, Castillo, Fraisse, Pervent.

**Absents ayant donné procuration :** Mme Bertin procuration à Mme Castillo ; Mme Maury procuration à Mme Albiges ; Mme Olivier procuration à Mme Pervent ; Mme Vella procuration à M. Perez ; Mme Vilaplana procuration à Mme Bérard.

**Absents excusés :** Mme Chibani.

**Secrétaire de séance :** Mme Bérard

<b>Nombre de membres en exercice :</b>	22	<b>Date de convocation et affichage</b>
<b>Présents :</b>	16	<b>Absents:</b> 1
<b>Procurations :</b>	05	<b>Votants:</b> 22
		16 octobre 2018

**Objet :** Adhésion au contrat d'assurance des risques statutaires du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34)

M. le maire rappelle :

- que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) a retenu pour le compte des collectivités et établissements employant plus de 29 agents relevant de la CNRACL un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;
- que le CDG 34 a communiqué à la commune les résultats de la consultation ;
- que la rémunération du CDG 34 pour l'adhésion à la mission facultative de mise en place et du suivi du contrat d'assurance statutaire est fixée annuellement à 0,12% de l'assiette de cotisation choisie pour la garantie des risques statutaires.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Après en avoir délibéré, **DÉCIDE** à l'unanimité :

**Article 1 :** D'accepter la proposition suivante :

Courtier/Assureur : SIACI/ALLIANZ

Durée du contrat : à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2022

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.

**☒ D'adhérer au contrat pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :**

Les risques assurés sont :

Désignation des risques	Formule de franchise	Taux	Choix	
Décès	Sans franchise	0.16%	oui	
Maladie ordinaire	10 jours	1.77%	Non	
	15 jours	1.58%	Non	
	20 jours		Non	
	30 jours	1.37%	Non	
Longue maladie et maladie longue durée	Sans franchise	2.85%	oui	
	30 jours	2.74%	non	
	90 jours	2.48%	non	
	180 jours	2.14%	non	
Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire : Inclus dans les taux				
Accident et maladie imputable au service	Sans franchise	1.19%	oui	
	10 jours	0.97%	non	
	15 jours	0.91%	non	
	20 jours	0.85%	non	
	30 jours	0.79%	non	
Maternité, paternité et accueil de l'enfant	Sans franchise	0.30%	oui	
	20 jours	0.26%	non	
	30 jours	0.24%	non	

L'assiette de cotisation est composée des éléments suivants : traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension, et, de façon optionnelle, tout ou partie des éléments suivants :

*la nouvelle bonification indiciaire,*

*les primes et compléments de rémunération maintenues par l'employeur pendant les arrêts de travail. Sont exclus les indemnités attachées à l'exercice effectif des fonctions et celles qui ont un caractère de remboursement de frais.*

**☒ d'adhérer au contrat pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL (Temps non complet < 28 heures) :**

Les risques assurés sont : Accident de service et maladie imputable au service / Maladie grave / Maternité + adoption + paternité / maladie ordinaire avec franchise de 15 jours consécutifs.

**Taux : 1,00 %** de l'assiette de cotisation composée des éléments suivants : traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et, de façon optionnelle, tout ou partie des éléments suivants :

*la nouvelle bonification indiciaire,*

*les primes et compléments de rémunération maintenues par l'employeur pendant les arrêts de travail. Sont exclus les indemnités attachées à l'exercice effectif des fonctions et celles qui ont un caractère de remboursement de frais.*

Au titre de la mission facultative de mise en place, de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance statutaire, le CDG 34 doit percevoir une rémunération correspondant aux prestations fournies aux communes et établissements bénéficiaires. Cette rémunération est fixée à 0,12 % de l'assiette de cotisation choisie par la collectivité ou l'établissement pour la garantie des risques statutaires.

Une convention de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance des risques statutaires est annexée à la présente délibération.

**Article 2 :** le Conseil municipal autorise le maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 24 octobre 2018  
Roger CAIZERGUES  
Maire



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la date :

- d'envoi dématérialiser en préfecture le :
- d'affichage le :

nomenclature :1.3.1